

Association Spéracèdoise Pour l'Information des Citoyens et la défense de l'environnement

Association loi 1901 reconnue d'intérêt général- RNA N° W061008937

Enquête publique sur la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Tignet.

Avis remis le 19 avril 2023 par courrier électronique et dans le registre papier

A l'attention de Madame KUHNE-BARBIER Alice, Commissaire enquêteur Mairie
du Tignet enquetepubliqueplu@letignet.fr

Madame la Commissaire enquêteur,

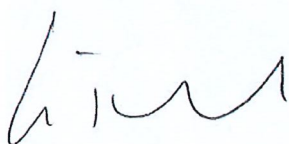
Monsieur le Maire, et Président de la Commission transports de la CAPG,

Les communes de Spéracèdes et du Tignet sont interdépendantes en matière de transports et d'hydrologie. Situées sur un même territoire, elles partagent d'autres problématiques, telles que la lutte contre les décharges sauvages, la protection des ressources en eau, la préservation des espaces naturels de l'artificialisation ou encore la souveraineté alimentaire. C'est donc en ce sens que notre association de défense de l'environnement sur l'ensemble du pays grassois a souhaité vous faire part de ses remarques et, pour un certain nombre de points, de ses préoccupations sérieuses.

La prise en compte des capacités d'accueil de notre environnement naturel dans le développement économique est la condition d'un développement durable. ASPIC apporte aux décideurs un éclairage sur les enjeux environnementaux, participe à une prise de conscience des citoyens et propose des alternatives pour les générations futures.

Vous en souhaitant bonne réception,

Klaus TROSCHER, Président



1- TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

- 1.1. La prise en compte des déplacements dans les documents d'urbanisme est une condition indispensable à l'atteinte des objectifs d'une mobilité plus durable et pour permettre à la France de respecter les accords de Paris, considérant que **le secteur des transports est le premier contributeur en émissions carbone** à l'échelle de la CAPG.
- 1.2. La première orientation du PADD vise à « Favoriser l'élaboration d'un projet communal en cohérence avec les capacités de déplacement, notamment en transport collectif, afin de réduire l'empreinte carbone et de maîtriser la pollution de l'air, conformément au PDU

communautaire, ainsi qu'aux orientations du SCOT'Ouest et du PCAET ». Le **PCAET** n'a pas encore défini ses orientations.

1.3. En revanche le **Plan de Déplacement Urbain (PDU) du Pays de Grasse** organise son plan d'actions autour des 4 axes suivants :

Axe 1 - Structurer les déplacements autour d'axes forts

Axe 2 - Articuler un système de déplacement global autour de l'armature de transport collectif

Axe 3 - Améliorer la qualité des espaces publics pour favoriser les modes actifs

Axe 4 : Organiser la chaîne logistique dans une stratégie de développement économique et de préservation de la qualité de vie urbaine

Le rapport de présentation de la révision du PLU considère p.149 que les actions qui peuvent concerner la commune du Tignet et mises en oeuvre à travers sont PLU se limitent à :

- Item 114 : Aménager l'ancienne voie des chemins de fer de Provence ;
- Item 132 : Créer des aires de covoiturage aux points d'entrée du réseau routier structurant;
- Item 322 : Travailler les connexions cyclables avec les EPCI voisins ;
- Item 334 : Encourager la mutualisation du stationnement dans les projets neufs.

Cette interprétation restrictive et lacunaire est incompatible en soi avec le PDU. Nous le démontrons dans ce qui suit.

L'axe 1 du PDU prévoit une liaison directe de l'A8 qui débouche sur la route de Draguignan (D 2562) en limite du Tignet. Le PADD du PLU du Tignet se contente d'écrire qu'il tiendra compte de l'éventuel prolongement à long terme de la liaison intercommunale de la Siagne, d'Auribeau-sur-Siagne jusqu'à Montauroux sans plus de précisions.

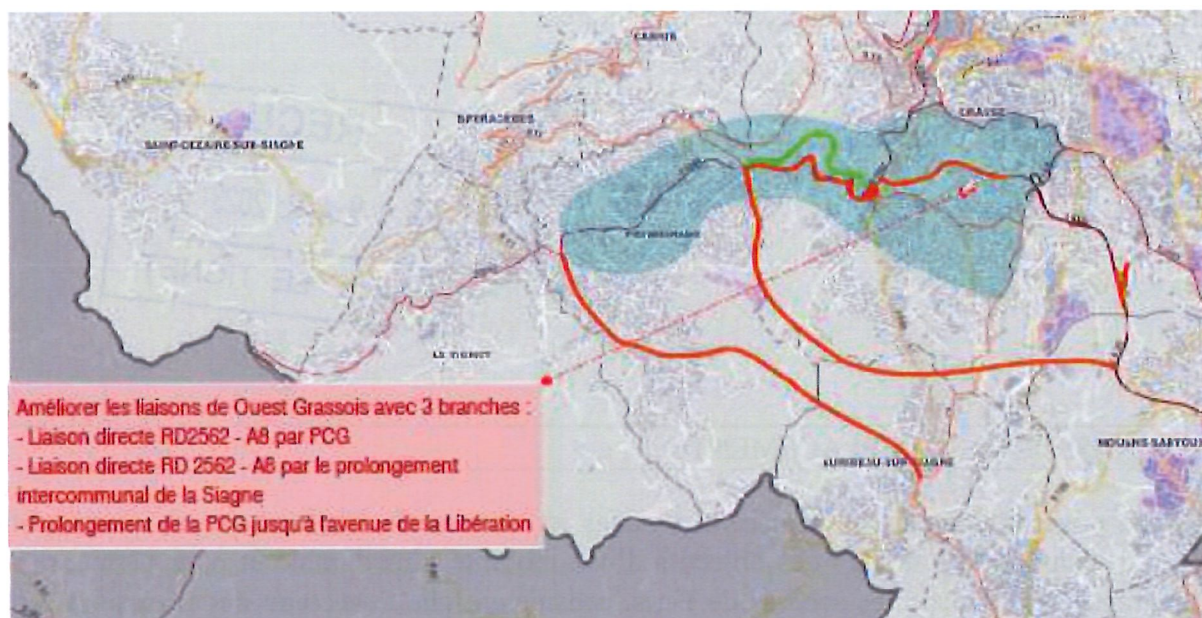


Figure 1 : extrait du PDU, qui n'est plus en ligne sur le site de la CAPG

La réalisation d'un tel prolongement entraînerait des conséquences considérables sur la commune du Tignet et alentours, en termes d'augmentation des flux de véhicules traversant en direction ou en provenance du Var et du haut-pays, d'emprise foncière pour l'élargissement des voies de circulation, pour l'implantation d'une gare d'échange multimodal et pour les aires

de parking, qui doivent être anticipées longtemps avant. Aucun emplacement réservé ne figure à cet effet, la simple mention d'un pôle multimodal sur la carte n'engage à rien, la commune du Tignet n'envisage donc vraisemblablement pas la réalisation de ce scénario même à long terme¹. L'aménagement de l'ancienne ligne de chemin de fer relève d'ailleurs de l'axe 3 que de l'axe 1 du PDU. **La révision générale du PLU du Tignet ne comporte donc pas de mesure de nature à structurer les déplacements routiers conformément à l'axe 1 du PDU.**

1.4. L'axe 4 du PDU vise à organiser **la circulation et le stationnement des poids-lourds** et à délester les centres villes du trafic poids-lourds. Le hameau du Vieux-Tignet, la RD11 en direction de Spéracèdes et la RD2562 font l'objet d'un trafic incessant de semi-remorques pouvant dépasser 44T sur des axes inadaptés, parfois limités à 19T, principalement à destination des zones d'activités de l'agglomération grasseise.



Figure 2 : poids-lourds en provenance du Var par la RD 2562, stationné au rond-point des termes à Peymeinade

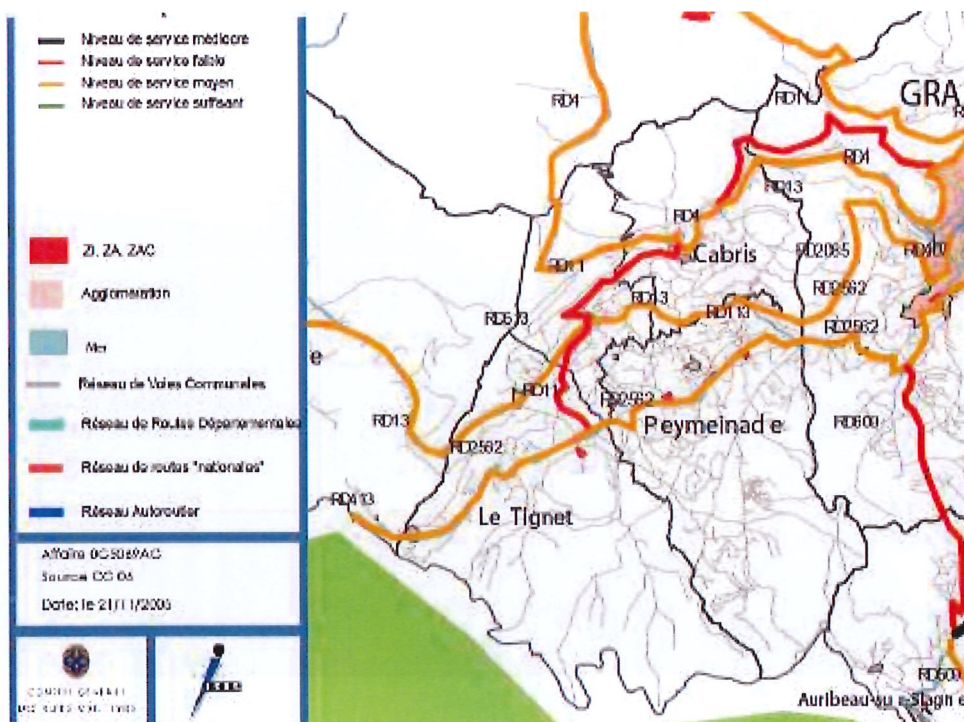


¹ Par ailleurs, le scénario de liaison directe entre la RD2562 et l'A8 par la pénétrante Cannes-Grasse n'est plus d'actualité suite à décisions de justice.



Figure 3 : traversée quotidienne du village de Spéracèdes et du vieux Tignet par les poids-lourds desservant la ZI de St-Cézaire en provenance du Tignet par la RD 11 interdite aux 19T...

Le PADD ne mentionne pas cette problématique, alors même qu'en mars 2022 le maire du Tignet avait accordé au collectif VIA et à ASPIC un entretien à ce sujet, et que la presse s'est faite l'écho de la forte et durable mobilisation citoyenne. Cf. 4 articles joints en annexe 1 et la page internet dédiée à ce sujet sur le site internet d'ASPIC <https://speraspic.wixsite.com/aspic/transports>. Force est donc de constater que la révision du PLU du Tignet ignore l'axe 4 du PDU.



Extrait du PDU axe 4 : les axes de circulation poids-lourds du Tignet ont un niveau de service moyen à faible sur une échelle mettant en parallèle le trafic PL mesuré (en 2005) et la configuration de la chaussée (largeur, pente, accotement...).

1.5. Le SCOT Ouest prescrit **la création de centres de distribution urbaine et la mise en place de plateformes logistiques**. Le rapport de présentation de la révision du PLU considère p.675 que « ces projets paraissent peu adaptés à un territoire tel que le Tignet, résidentiel et ne faisant pas centralité ». Il est écrit à la même page que « les problématiques de déplacements et de réseaux ne pourraient supporter l'augmentation des flux et notamment des poids-lourds ». Le SCOT et le PDU se situent à l'échelle communautaire voire inter-communautaire, le territoire concerné n'est donc pas celui du Tignet, mais de la CAPG, qui a récupéré la compétence économique et qui a, à ce titre, distribué les zones industrielles sur l'ensemble de son territoire, avec l'accord des élus des communes qui la composent. Les flux de poids-lourds qui en résultent sont une conséquence de cette activité économique qui ne cesse de croître². **La révision du PLU du Tignet ignore donc également le SCOT ouest sur la question des transports.**

1.6. Si **la saturation des transports en commun** notamment sur la RD2562 est bien actée dans le PADD, l'orientation 1 demeure au stade du constat. La commune du Tignet ne possède pas d'aire de covoiturage et ne réserve pas d'emprise pour en créer, se retranchant derrière des décisions communautaires attendues. Par ailleurs, les choix proposés concernant le réaménagement de l'ancienne ligne de chemin de fer dans le cadre de l'Eurovéloroute ne sont pas de nature à modifier le système de déplacement actuel basé sur la voiture individuelle, ni à engager la collectivité en l'absence d'emplacement réservé à cet effet. Ce qui est insuffisant considérant les prescriptions du **SCOT Ouest**. En effet dans son avis rendu le 20 septembre 2020, le Commissaire enquêteur avait émis un avis favorable assorti de deux réserves dont l'une concerne l'impact de la circulation automobile dans l'Ouest grassois, déjà soulevé par ASPIC lors de l'enquête publique du SCOT Ouest. Cette réserve porte sur la nécessité de lier l'accueil de population nouvelle à l'amélioration effective des transports collectifs dans les communes de l'Ouest grassois. **La révision du PLU du Tignet ne tient pas suffisamment compte du SCOT Ouest en matière de déplacements et ne se donne pas de moyens suffisants pour l'orientation 1 du PADD.**

1.7. Suite à l'attribution fin 2022 du marché des transports collectifs yc scolaires à un nouveau prestataire (moventis), des **modifications substantielles ont été apportées au réseau de transports Sillages**. Il serait souhaitable de reprendre l'analyse des transports en commun intercommunaux avec les données actualisées et stabilisées. Par ailleurs, le rapport de présentation précise p.377 qu'un **système de transport à la demande** est mis en place pour les usagers les plus éloignés du réseau urbain. Ce système a cessé de fonctionner il y a longtemps.

1.8. L'orientation 1 du PADD prévoit aussi de développer les **modes de déplacements doux** (vélos, piétons) et de mobilités actives en tant que maillage du territoire par notamment l'utilisation de l'ancienne ligne des chemins de fer de Provence la Route des Balcons d'Azur ou encore les berges du Canal de la Siagne ou l'axe de la RD2562. Ces itinéraires bien identifiés ne font pas l'objet de protections réglementaires suffisantes.

A titre d'illustration, le chemin *piétonnier* de la Ravanelle, mitoyen entre les communes de Spéracèdes et du Tignet, a perdu définitivement en 2022 son caractère piétonnier suite au désenclavement d'un terrain.

² Les PC attachés à l'ensemble des zones d'activités du pays de Grasse ont été multipliés par dix ces deux dernières années si l'on en croit les déclarations du Président de la CAPG à l'introduction du colloque du 17 avril 2023 sur le SCOT et l'objectif ZAN.

1.9. La carte de synthèse du PADD p22 comporte **2 erreurs** : le libellé du grand cadre paysager est identique à celui pour la protection des gorges de la Siagne. Le pictogramme de l'Apié de Josson est inversé sur la carte.

ASPIC PROPOSE :

⇒ que des mesures concrètes soient inscrites au PLU du Tignet pour permettre la mise en œuvre du Plan de déplacement urbain du pays de Grasse en matière de transport des matières dangereuses (TMD) et de sécurisation de la traversée des agglomérations et villages, en particulier du vieux Tignet et de Spéracèdes, situées sur l'itinéraire de desserte actuel de la ZI de St Cézaire.

Parmi les possibilités qui s'offrent à la collectivité : rechercher des itinéraires alternatifs à la traversée des cœurs d'agglomérations (l'itinéraire à l'origine de la ZI de St Cézaire passait par St Vallier où se trouve également une ZI desservie par la route Napoléon) ; réserver du foncier le long de la RD2562 au val du Tignet pour une zone de transit afin que les transports de fret international puissent utiliser des véhicules plus petits ; aménager les zones de croisement inadaptées ; sécuriser les arrêts de bus scolaires et leur desserte piétonne ;

Lors de l'enquête publique sur la modification simplifiée N°4 du PLU de St Cézaire portant sur la zone industrielle de la Festre en juillet 2022, le maire de St-Cézaire n'a pas retenu la demande d'ASPIC d'aménager une aire de repos pour les semi-remorques attenante à la zone industrielle de la Festre. Le vice-président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, communauté d'intérêts partagés, a jugé qu'il était « plus opportun d'étudier des solutions de mutualisation du stationnement sur des axes structurants ». Il est donc nécessaire que dans le cadre de sa révision générale, la commune du Tignet, située sur l'itinéraire des semi-remorques et des TMD, désigne sur son territoire un ou plusieurs emplacements réservés aux poids-lourds. Cf. Annexe 2.

⇒ que les prescriptions du SCOT Ouest en matière d'organisation des transports collectifs soient traduites en mesures concrètes dans les documents du PLU et qu'une véritable offre alternative soit proposée ;

⇒ que les erreurs matérielles de la carte du PADD soient corrigées et que les itinéraires piétonniers et VTT soient mieux protégés juridiquement dans les documents du PLU.

⇒ que le PDU du pays grassois soit à nouveau mis en ligne sur le site de la CAPG et qu'il le reste aussi longtemps qu'il sera en vigueur ;

2.3. La carte de l'OAP ci-dessus fait apparaître **une ancienne décharge à l'Apié de Josson** (picto étoilé). Au PLU (carte ci-dessous), cette décharge se situe en zone NI, zone « **dédiée au développement d'activités sportives et de loisirs** » selon le règlement et fait l'objet de deux emplacements réservés ER4 pour une superficie de près de 7000m².

ER n°4	Aménagement d'une zone sportive et de loisirs	Commune du Tignet	6808 m ²
--------	---	-------------------	---------------------

Ces deux parcelles B370 et B 2737 ont été occupées pendant plus d'une 20 aine d'années par une décharge et des activités du BTP. Les photos et images satellites reproduites ci-dessous font état de la présence de silos, grues, engins, véhicules, matériels, gravats et dépôts de terres rapportées en quantité et d'une activité jusqu'en 2022.

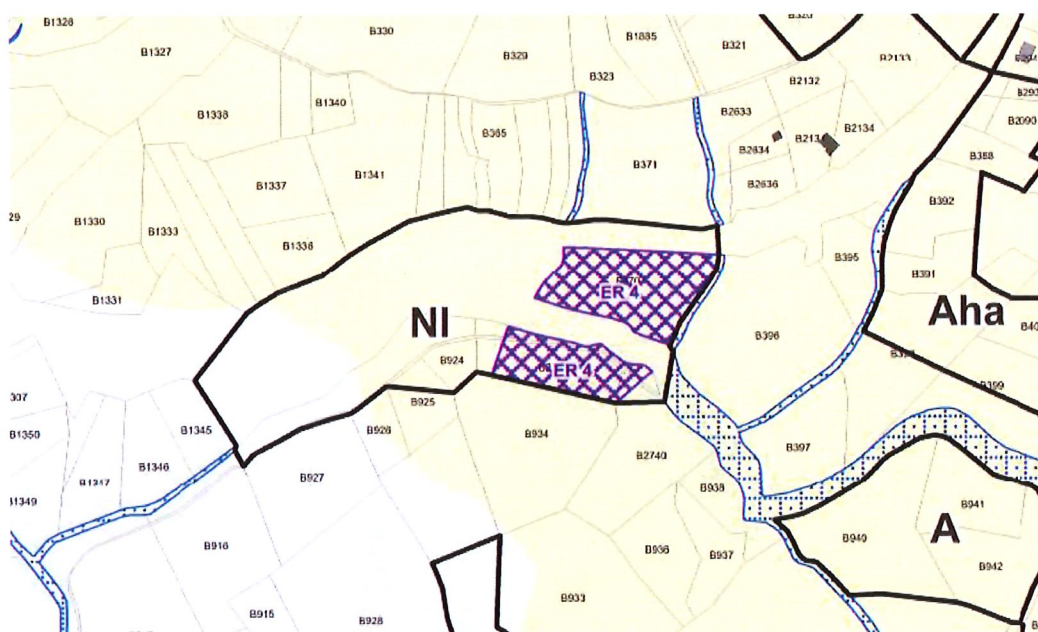




Photo en 2019 du site industriel destiné à accueillir une activité sportive et de loisir





En 2004 ce site avait déjà été remblayé. Connaissant les scandales sanitaires à répétition associés aux décharges du BTP dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes, l'aménagement d'activités sportives et de loisirs sur des sols industriels présente des risques sanitaires qu'il serait préférable d'éviter ou au minimum d'évaluer en profondeur.

2.3. La loi climat et résilience vise à **favoriser les énergies renouvelables**. Les élu.e.s doivent planifier le développement des énergies renouvelables sur leur territoire et la révision de leurs documents d'urbanisme est l'occasion de définir finement les secteurs prédisposés. Les **friches industrielles, les anciennes décharges et les sites pollués**, entrent dans le cadre des appels d'offre de la Commission de régulation de l'énergie, et constituent les sites à privilégier par le cadre régional établi par la DREAL Paca pour accueillir des équipements de production énergétique. Plutôt que l'aménagement d'une aire de loisirs, le site de l'Apié de Josson, par son caractère industriel, dégradé, potentiellement pollué voire dangereux, et par son

emplacement isolé se prêterait davantage à la production d'énergie renouvelable qu'à un établissement recevant du public. Cela suppose néanmoins d'adapter en conséquence le règlement du PLU qui s'y oppose en l'état, et le zonage. La loi d'accélération des énergies renouvelables de février 2023 donne cette possibilité aux communes et rappelle l'urgence d'entamer une véritable transition énergétique.

- 2.4. Le rapport de présentation souligne p.468 que le territoire par son ensoleillement et son exposition, est tout à fait propice (...) à la valorisation de l'énergie solaire, que ce soit sur le parc privé, ou sur les équipements publics. Il conclut p399 que le potentiel solaire modeste sur la commune limite l'intérêt du développement d'une telle production d'énergie sur le territoire communal. On ne comprend pas bien. De fait le PADD n'affiche **aucune ambition en matière de développement des énergies renouvelables**, ni de contribution aux objectifs fixés dans le SRADDET.
- 2.5. Les **servitudes d'utilité publique AS1** relatives à la conservation des eaux (pièce 5.1.C du dossier) sont bien décrites mais les limites de leurs périmètres de protection ne figurent pas sur le plan des servitudes (pièce 5.1.J du dossier), or elles revêtent un caractère informatif de première importance. Le rapport de présentation est erroné page 230.
- 2.6. Le **captage des Veyans** est une des sources d'alimentation en eau du SICASIL, principalement utilisée en période de forte sécheresse (cf annexe 3). Il se situe sur la commune du Tignet (parcelle A1527), en contrebas du hameau des Veyans. Par arrêté préfectoral du 29 dec. 2004 les périmètres de protection immédiat et rapproché sont déclarés d'utilité publique. Il persiste un doute quant à la validité de cette DUP, le Sicasil n'en faisant pas mention dans le descriptif de ses ressources. Le SCOT prescrit que le PLU peut protéger en sus les captages lorsque la SUP n'est pas en place.
- 2.7. Le rapport de présentation rappelle que l'aquifère est très vulnérable. « *Affleurant sur l'ensemble de sa surface, il n'est recouvert par aucune couche imperméable. Les vitesses d'infiltration des eaux météoriques sont très élevées et le ruissellement peut être qualifié de négligeable. De plus, certains cours d'eau, potentiellement vecteurs de polluants, s'infiltrant directement dans l'aquifère* ». Dans l'annexe 5.2.A **zonage d'assainissement**, le secteur d'urbanisation diffuse des Veyans, à proximité de ce captage, n'est raccordé à aucun réseau collectif d'assainissement. Par ailleurs, la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif indique une aptitude faible à nulle dans ce secteur. Qu'en est-il des modes d'assainissement de ce quartier sensible du point de vue du risque de contamination bactérienne des eaux destinées à la consommation humaine ?

ASPIC PROPOSE :

- ⇒ Que la destination du site de l'Apié de Josson soit reconsidérée pour écarter tout risque additionnel de santé publique.
- ⇒ Qu'à défaut d'un changement de destination, l'innocuité complète du site (sols, lixiviats, émissions atmosphériques...) appelé à recevoir les activités sportives et de loisirs soit démontrée et que les analyses et rapports soient portés à la connaissance de la population en toute transparence.
- ⇒ Que les conditions de cessation de la dernière activité industrielle aient fait l'objet de tous les contrôles réglementaires et autorisations nécessaires en terme de dépollution du site, de remise en état et de transfert de responsabilités.

- ⇒ Que le PLU dans son ensemble soit plus ambitieux en matière de contribution aux objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie et qu'il s'efforce au minimum d'identifier des fonciers artificialisés et dégradés favorables à la production énergétique renouvelable.
- ⇒ que les marges de recul libre de toute construction le long des cours d'eau et des vallons ne souffre aucune exception en zone urbaine et soient figurées à l'échelle sur les plans de zonage.
- ⇒ Que les périmètres de protection du captage des Veyans figurent au plan général des SUP (pièce 5.1.J). Le cas échéant, ASPIC propose qu'une nouvelle DUP soit déposée sans attendre afin d'assurer une maîtrise foncière sur les périmètres de captage et garantir la compatibilité des usages, tel que prescrit par le SCOT. Dans ce cas, ASPIC propose que le périmètre de protection éloigné de la source des Veyans soit établi à cette occasion, à l'instar de la source de la Foux de St-Cézaire (cf annexe 5).
- ⇒ Corriger la page 230 du rapport de présentation qui inverse les périmètres de captage des Veyans et de la retenue de Tanneron et ajouter la carte de la 2^{ème} SUP.
- ⇒ Qu'une station d'épuration des eaux usées soit programmée au quartier des Veyans, au titre de l'Orientation 11A3 du SCOT.
- ⇒ Que les fonds de cartes du PLU fassent apparaître les piscines, à la fois nombreuses et partie intégrante des surfaces artificialisées. Cf annexe 6

Poids lourds à Spéracèdes : casse-tête insoluble ?

Le transit des 19 tonnes et plus dans le village, sur la RD13, inquiète une partie des riverains, rassemblés en collectif. Leur objectif : aider à trouver des solutions. Mais existent-elles ?

Circulation à Spéracèdes. Acte II. En septembre dernier, une réunion publique était organisée, à l'initiative de l'Aspic, pour évoquer les problèmes liés aux flux de véhicules au cœur du village. En particulier chez le maître de la maison pour que l'agglomération ou le Département prenne des engagements.

Quid d'une zone de transit en aval ?

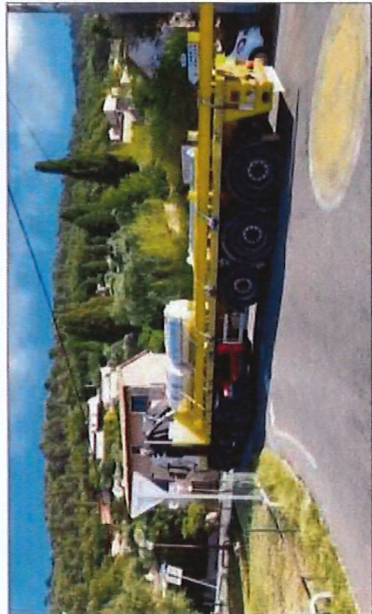
Après avoir récemment écrit au président Charles-Angé Gény – le Département développait un plan mobilité à l'horizon 2028 – Florence Pintus l'assure : « Le collectif Via n'est pas en opposition au maire (Jean-Marc Macario), au contraire, on veut que ce soit un soutien, pour qu'il puisse dire des choses, pour qu'il puisse dire des choses. J'ai la population avec moi. »

Elle rappelle que cette problématique de la circulation « pour un engagement de campagne » elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants.

Elle rappelle que cette problématique de la circulation « pour un engagement de campagne » elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants.

Elle rappelle que cette problématique de la circulation « pour un engagement de campagne » elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants.

Elle rappelle que cette problématique de la circulation « pour un engagement de campagne » elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants. Elle a été soulevée par les habitants.



Selon les membres du collectif Via, le constat est sans équivoque : les axes routiers ne sont pas adaptés à la circulation des poids lourds qui desservent le parc d'activités des Hauts de Grasse, à Saint-Césaire-sur-Siagne.

« La circulation augmente à une vitesse effrayante... » Dans le village, les poids lourds qui passent par la RD13 ont des conséquences sur la vie locale. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

« On est un peu inquiet, mais on ne peut pas faire grand-chose. » Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

Grasse RÉGION

Circulation à Spéracèdes : les propositions de l'Aspic

À l'appel de l'association, une quarantaine de riverains s'est réunie pour évoquer les nuisances dues au trafic routier. Les solutions envisagées doivent être présentées à l'équipe municipale.

Quid de la RD11 ?

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

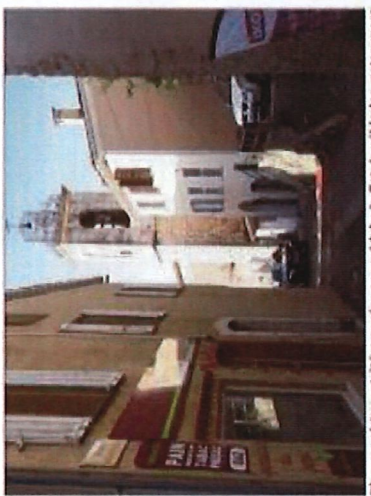
La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.

La seconde partie de la réunion a été consacrée à la RD11, qui traverse le village. Les habitants se plaignent de la pollution, du bruit, et de la dangerosité des routes. Ils demandent des solutions pour améliorer la situation.



Cherchez plutôt à réduire le flux de véhicules, notamment sur la rue de l'Église. Rester, déformé, à savoir ce qu'on veut pour le futur.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Principalement en cause : la vitesse excessive. Un habitant propose d'installer des ralentisseurs pour réduire la vitesse des véhicules.

Poids lourds à Spéracèdes : le « Via » continue...

Engagé à rechercher de solutions pour la circulation dans le village, le collectif de riverains a réalisé une journée de comptage des véhicules. Et entend attirer l'attention du Département.

Interpeller les candidats aux législatives

Le travail de l'ourmi se poursuit... Créé fin 2021, à l'initiative de l'Aspic (¹), qui travaillait déjà sur les flux en cœur de village, le collectif « Via » continue son ouvrage.

Objectif : recueillir un maximum de données sur la circulation dans l'agglomération de la commune. Pour pointer - la dangerosité - d'une situation où, particulièrement sur les RD11 et RD13, se côtoient « voitures, piétons et camions » indique Florence Pintus, membre de l'Aspic et élu d'opposition. Dans le vauze, les 19 tonnes et plus qui, via le RD13, s'installent actuellement, rejoignent le parc d'activités des Hauts de Grasse, à Saint-Cézaire, en traversant le village [notre édition, 7 février]. Alors, le 3 mars dernier, braille-bas de combat, avec l'organisation d'une journée de comragement des véhicules, en « cinq points stratégiques ».

Une journée, 27 000 mouvements de véhicules

Florence Piatius renchérit : « On ne porte pas des matières dangereuses que transportent les camions. Il ne faut pas attendre scénario catastrophe... »

d'euros dédiés aux infrastructures, pas un euro ne se consacre à notre secteur. » Secrétaire à l'Aspic et élue d'opposition dans la précédente municipalité, Claude Martin souffle : « On a l'impression d'être les oubliés, le far far west. Nous sommes une petite structure, mais l'on souligne des points qui devraient attirer l'attention des pouvoirs publics. » A nouveau contacté, le Département nous a fait savoir qu'il n'a, pour l'heure, aucune information à transmettre sur le sujet. Traduction : la problématique est au point mort.

PASCAL FIANDINO
pfiandino@nicematin.fr

1. Association sénégalaise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.

Association québécoise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.



En une journée, le 3 mars, plus de 27 000 mouvements ont été relevés en cinq points du village. Comptage pour illustrer la circulation des poids lourds, notamment, et la cohabitation difficile sur « des infrastructures routières inadaptées ».

d'euros dédiés aux infrastructures, pas un euro ne se consacre à notre secteur. » Secrétaire à l'Aspic et élue d'opposition dans la précédente municipalité, Claude Martin souffle : « On a l'impression d'être les oubliés, le far far west. Nous sommes une petite structure, mais l'on souligne des points qui devraient attirer l'attention des pouvoirs publics. » A nouveau contacté, le Département nous a fait savoir qu'il n'a, pour l'heure, aucune information à transmettre sur le sujet. Traduction : la problématique est au point mort.

PASCAL FIANDINO
pfiandino@nicematin.fr

1. Association sénégalaise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.

Association québécoise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.

Les transports de matières dangereuses, sujet explosif ?

Représentante de **Spéracèdes**, Florence Pintus fustige le manque d'intérêt de la commission communautaire dédiée, pour les « TMD » liés au parc d'activités des Hauts de Grasse.

Mais en tête, Élie Di Mambro, directeur régional de la mission de l'Unesco à Spéaraches, Florence Pinaud, militante de longue date, puis des années, au sein de l'association Aspic (¹), puis récemment, du collectif Via, pour une amélioration de la circulation. Au cœur du village, comme aux alentours, les habitants sont très attachés à leur patrimoine. Ils sont particulièrement dans le vif de la question, du fait de l'importance du pèlerinage du saint-Cézaire, empruntant le seul axe autorisé aux -19 t, la RD 13, jusqu'à la chapelle de la Vierge, l'ancien prieuré de la Vierge, les ruines d'Incident sur des axes routiers, les véhicules et les piétons, par ailleurs, des transports de marchandises dangereuses.

« Ça ne concerne pas que Spérécède »

Visiblement pas assez pour la représentante spérocléide : le parti-cype aux résineurs débute septembre 2020, on a fini par abonder le super en décembre dernier, c'annonce-t-elle. Un représentant du Comité (centre d'information pour la prévention des risques majeurs) a fait une présentation exhaustive, avec une présentation, cartographie, solutions potentielles...
Elle s'étonne : « C'est un super travail, ça a été entamé en 2016. En-

« On y trava

PASCAL FIANDINO
pfiandino@nicematin.fr

1. Association sénégalaise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.

Association québécoise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.



Face aux inquiétudes de Florence Pintus, Florence Simon l'assure : la CAPG avance désormais sur la problématique des TMD, notamment dans le cadre du futur plan Intercommunal de sauvegarde.

puits plus rûm. En fait, c'est ce que nous avons vu en 2020, lors de la pandémie de Covid-19. La zone est devenue un sous-basement, une zone d'attente, une zone de transition. C'est ce que nous voyons aujourd'hui, dans la zone de la Haute-Savoie. La zone est devenue un sous-basement, une zone d'attente, une zone de transition. C'est ce que nous voyons aujourd'hui, dans la zone de la Haute-Savoie.

raie d'arrache-pied »

PASCAL FIANDINO
pfiandino@nicematin.fr

1. Association sénégalaise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.

Association québécoise pour l'information des citoyens et la défense de l'environnement.

Annexe 2 : extrait du rapport du Commissaire enquêteur relatif à la modification simplifiée N°4 portant sur la ZI des Hauts de Grasse : remarque d'ASPIC et réponses de la mairie et du CE

5. La nécessité d'une aire de stationnement des Poids Lourds de nuit :

Remarque : « Les poids-lourds, souvent hors gabarit, proviennent d'Espagne, d'Allemagne, voire de plus loin encore. Pour des raisons de sécurité, beaucoup d'entre eux ne repartent que le lendemain et pour des raisons évidentes de gabarit n'ont pas d'autre choix que de passer la nuit sur place. Le dossier de présentation ne prévoit pas une aire de stationnement des véhicules (yc. TMS) qui fait déjà cruellement défaut. Cela semble une mesure impérative pour prévenir les difficultés à »

Cette remarque ne s'appuie sur aucun recensement des aires de stationnement disponibles sur le secteur, ni même des besoins des utilisateurs. Une aire de stationnement de poids-lourds nécessite l'imperméabilisation de nouveaux sols et des installations sanitaires. Il semble plus opportun d'étudier des solutions de mutualisation du stationnement sur des axes structurants.

Complément d'information du Commissaire-enquêteur : Les poids lourds ont à leur disposition plusieurs parkings dédiés le long de l'autoroute pour passer la nuit.

Annexe 3 carte des ressources en eau et équipements du Sicasil 2021 (source sicasil)



